

ANNEE 1937

THÈSE

N° _____

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PRÉSENTÉE PAR

Pierre BATIOT

Né le 2 Septembre 1908, à BREST (Finistère)

LES FAMINES ET DISETTES

DANS

L'HISTOIRE DE LA FRANCE

Président : M. TANON, Professeur

PARIS

VIGOT FRERES, ÉDITEURS

23, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 23

1937

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNEE 1937
—

THÈSE

No
—

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PRÉSENTÉE PAR

Pierre BATIOT

Né le 2 Septembre 1908, à BREST (Finistère)

LES FAMINES ET DISETTES

DANS

L'HISTOIRE DE LA FRANCE

Président : M. TANON, Professeur

PARIS

VIGOT FRÈRES, ÉDITEURS

23, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 23

1937

I. — Professeurs

	MM.
Anatomie	ROUVIERE.
Physiologie	Léon BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	DESGREZ.
Bactériologie	Robert DEBRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie médicale et générale	BAUDOUIN.
Pathologie médicale	ABRAMI.
Pathologie chirurgicale	CHEVASSU.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	HARVIER.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LAIGNEL-
	LA VASTINE
Pathologie expérimentale et comparée	FIESSINGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	Maur. VILLARET
	LOEPER.
Clinique médicale	CARNOT.
	Marcel LABBE.
	CLERC.
Hygiène et clinique de la première enfance	LEREBoullet.
Clinique des maladies des enfants	NOBECOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	LEMIERRE.
	CUNEO.
Clinique chirurgicale	GOSSET.
	GREGOIRE.
Clinique ophtalmologique	LENORMANT.
Clinique urologique	TERRIEN.
	MARJON.
Clinique d'accouchements	BRINDEAU.
	COUVELAIRE.
Clinique gynécologique	JEANNIN.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	MOCQUOT.
Clinique thérapeutique médicale	OMBREDANNE.
Clinique oto-rhino-laryngologique	RATHEPY.
Clinique thérapeutique chirurgicale	LEMAITRE.
Clinique propédeutique	Pierre DUVAL.
Clinique de la Tuberculose	SERGEANT.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	BEZANCON.
Cardiologie clinique	MATHIEU.
	LAUBRY.
Professeurs sans chaire	HOVELACQUE.
	MULON.
	OLIVIER.
	VERNE.

II. — Agrégés en exercice

	MM.
AMELINE	DE GAUDART
BARIETY	D'ALLAINES
BENARD Henri	Pathologie chirurgicale.
BERNARD Et	Pathologie médicale.
BESANCON (J.)	Physiologie.
BOULIN	Histologie.
BULLIARD	Pathologie médicale.
CATHALA	Oto-rhino-laryngologie.
CHEVALLIER	Pharmacologie.
COSTE	Anatomie pathologique.
DOGNON	Hygiène.
FEY	Chimie biologique.
FUNK	Obstétrique.
BRENTANO	Obstétrique.
GALLIARD	Pathologie médicale.
GASTINEL	Pathologie médicale.
	LABBE Henri
	LACOMME
	LANTUEJOL
	LAROCHE Guy.
	LELONG

MM.

LEMAIRE	Pathologie expérimentale.
LEVEUF	Pathologie chirurgicale.
LEVY (M ^{lle} J.)..	Pharmacologie.
LEVY-VALENSI.	Neurologie et Psychiatrie
MENEGAUX	Pathologie chirurgicale.
MOLLARET	Pathologie médicale.
MOREAU	Pathologie médicale.
MOULONGUET.	Pathologie chirurgicale.
MOUQUIN	Pathologie médicale.
OBERLING	Anatomie pathologique.
PETIT-	
DUTAILLIS	Pathologie chirurgicale.

MM.

PIEDELIEVRE .	Médecine légale.
PORTES	Obstétrique.
RENARD (L.) ..	Ophthalmologie.
RICHET	Physiologie.
SANNIE	Chimie biologique.
SENEQUE	Pathologie chirurgicale.
TROISIERS	Pathologie expérimentale
TURPIN	Pathologie médicale.
VIGNES	Obstétrique.
WILMOTH	Pathologie chirurgicale.

III. — Agrégés rappelés à l'exercice pour le service des examens

MM.

ALGLAVE	Pathologie chirurgicale.
BUSQUET	Pharmacologie.
CHAILLEY-	
BERT.....	Physiologie.

MM.

LEROUX	Anatomie pathologique.
NEVEU-	
LEMAIRE ...	Parasitologie.
PHILIBERT ...	Bactériologie.

IV. — Agrégés chargés de cours de clinique annexe à titre permanent

MM

ALAJOUANINE..	} Clinique médicale.
AUBERTIN	
BRULE	
CHABROL	
CHIRAY	
DONZELOT	
DUVOIR	
LIAN	
VALLERY-RADOT	
(Fasteur).	
SEZARY	

MM.

BASSET	} Clinique chirurgicale.
BROCQ	
CADENAT	
GATELLIER ...	
HEITZ-BOYER .	
MOURE	
QUENU	
SCHWARTZ	
VELTER	
ECALLE	
GUENIOT	} Clinique obstétricale.
LE LORIER	
LEVY-SOLAL ..	
METZGER	

V. — Chargés de cours

MM.

CHAILLEY-BERT, agrégé	Education physique.
LEDoux-LEBARD	Radiologie clinique.
PHILIBERT, agrégé	Stomatologie.
RUPPE	Microbiologie.
WEIL-HALLE	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MON PERE

Je dédie à sa mémoire cet ouvrage
en témoignage de mon amour et de
ma reconnaissance.

A MA MERE

En témoignage de ma tendresse.

A MES PARENTS

A MES AMIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE
MONSIEUR LE PROFESSEUR TANON

*Professeur d'Hygiène et de Médecine Préventive
à la Faculté de Médecine de Paris
Membre de l'Académie de Médecine
Directeur de l'Institut Supérieur d'Hygiène
Officier de la Légion d'honneur*

Qui m'a fait le très grand honneur
d'inspirer et de présider cette thèse.
Gage de respectueuse reconnaissance
et de profonde gratitude.

A MES MAÎTRES DES HOPITAUX
ET DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

LES FAMINES ET DISETTES DANS L'HISTOIRE DE LA FRANCE

INTRODUCTION

Il nous a paru intéressant de présenter dans ce travail, le tableau de la France, aux périodes passées, en ce qui concerne les famines. Ce fléau, comme on pourrait l'appeler, influait notablement sur l'état de la population, aussi bien physique que moral, et de ce fait il peut contribuer à faire comprendre les difficultés que rencontrait à ce moment l'hygiène sous toutes ses formes, mais surtout l'hygiène alimentaire.

Les disettes furent fréquentes en France sous tout l'ancien régime, elles sévirent particulièrement pendant la féodalité. Ce fut alors un fléau commun à l'Europe entière où elles entraînèrent de véritables désastres.

Il arrive que par suite des intempéries : gelées, inondations, sécheresse, les récoltes d'une région soient insuffisantes pour assurer la subsistance des populations mais généralement, en France du moins, lorsqu'un coin est frappé, la récolte abonde dans un autre.

Mais si le pays est isolé des régions avoisinantes, par l'absence de commerce ou de voies de transports, la famine va s'abattre avec toutes ses conséquences,

dont la plus probable sera l'apparition d'épidémies qui, dans une population composée d'individus débiles, feront un grand nombre de victimes. Souvent aussi elles seront à l'origine d'émeutes qui, multipliant les troubles, contribueront à les aggraver.

Dans la majorité des disettes que nous allons étudier nous pourrions dire la totalité, nous trouverons comme cause initiale du désordre les conflits armés ; soit cause directe : les troupes pillant et saccageant les récoltes ; soit indirectement les troubles entraînés par les guerres civiles et étrangères favorisant le brigandage, ou exigeant pour l'entretien des armes des impôts que le paysan ne pourra supporter et, las de ses malheurs, le fera émigrer vers les villes.

De plus, ces conflits entravent le commerce en supprimant des voies de communications normales.

La fréquence des famines entraînera, dès le moindre soupçon de mauvaise récolte des paniques dans les populations et chacun voudra accumuler des provisions, soit pour assurer sa subsistance, soit pour spéculer.

Ceci arrivera à toutes les époques :

Erchinoald, maire du palais sous Clovis II veut déjà sévir contre ceux qui cachent leur blé ou l'exportent à l'étranger.

Le Gouvernement de Louis XVIII, douze siècles plus tard devra prendre les mêmes mesures.

Les disettes peuvent se manifester sous deux aspects très différents :

Soit dans une ville assiégée : leurs dégâts seront

alors limités, ils cesseront généralement assez vite avec la levée du siège ou la reddition de la ville ;

Soit en territoire libre, elles sont alors le résultat d'une organisation économique déplorable, elle persistent longtemps, et, dans les cas les plus graves où les populations affamées utilisent jusqu'aux semences pour se nourrir. Les famines ne peuvent se terminer que par la dépopulation.

Nous étudions les disettes depuis l'époque carolingienne jusqu'à nos jours, divisant notre travail par périodes telles que pour chacune les mêmes causes seront à l'origine du fléau.

LA DISETTE SOUS LES REGNES DES CAROLINGIENS ET DES PREMIERS CAPETIENS

Pendant ces cinq siècles de notre histoire les famines tantôt généralisées tantôt localisées désoleront la France comme toute l'Europe. Presque permanentes, elles se multiplieront et s'aggraveront par périodes.

Tout y concourait :

Les désordres.

Les guerres avec l'étranger et les conflits perpétuels entre seigneurs.

Les transports des marchandises et tout commerce rendus impossibles par les risques et les multiples charges qui pesaient sur eux, d'où organisation économique en petits foyers indépendants, vivant chacun replié sur lui-même sans aucun échange possible, même avec ses voisins les plus proches.

Le résultat fut la fréquence de famines souvent désastreuses, nous en verrons à d'autres époques aussi terribles dans les villes assiégées, mais elle ne peuvent se manifester dans de grandes régions ouvertes en dehors de guerres ou de révolutions que sous le régime de la féodalité.

Etat social

Il va varier du ix^e au xi^e siècle, mais toujours, il

reste caractérisé par l'existence de petits foyers indépendants, souvent rivaux.

D'où disette à chaque mauvaise récolte, les réserves étant insuffisantes et l'approvisionnement extérieur impossible.

A l'époque carolingienne :

La caractéristique de l'Etat social est la prédominance de la fortune immobilière, la propriété moyenne est de 1.000 hectares environ.

Ce domaine comprend d'une part le manse domanial, que le propriétaire fait cultiver lui-même sous la direction d'un intendant, d'autre part les tenues, que cultivent des tenanciers liés par un contrat de concession à charge de redevances et de corvées. Le manse domanial comprend les pacages où iront paître les troupeaux, des forêts qui fourniront le bois nécessaire au chauffage et aux constructions.

Le grand domaine comprend ainsi le manoir et ses dépendances et, disséminées dans la campagne, les constructions paysannes.

Cette villa constitue une unité économique qui se suffit à elle-même, non seulement la presque totalité des produits agricoles se consomme sur place, mais encore les ateliers locaux manufacturent les objets d'usage courant : vêtements, outils, monnaies même.

Ce régime social de la villa s'oppose à la tendance centralisatrice des rois carolingiens, mais leur effort ne sera pas assez soutenu et la dissolution l'emporte.

Mais peu à peu l'organisation va évoluer sous l'influence des invasions, des guerres, des conflits, le pay-

san veut se sentir protégé, et nous verrons au xiii^e siècle la formation de villages.

Les forêts et les landes couvrent de vastes espaces. et ce n'est qu'autour des villes et des bourgs fermes, autour des monastères et des châteaux forts que l'on trouve des terres bien cultivées, car le laboureur n'osait s'aventurer dans la campagne loin de tout lieu de refuge.

Crespy-en-Valois offre un exemple de ce qu'était alors beaucoup de villes, il avait un long faubourg dont il était séparé par une ligne fortifiée. Ce faubourg lui-même était couvert par une enceinte palissadée.

Les bourgeois habitaient la ville et dès qu'un péril se montrait le faubourg servait de retraite aux paysans qui s'y renfermaient avec leur bétail et leurs instruments d'exploitation. Ils n'avaient aux champs que des huttes comme celles que nos bûcherons ont encore dans les grandes forêts.

Commerce

Mais si le paysan prenait de telles précautions, que n'avait pas à craindre le marchand, aussi payait-il, outre les droits de douane, d'octroi, de péages, levés à l'entrée des provinces, aux portes des villes, sur les routes et au passage des ponts et des bois, un droit d'escorte à chaque seigneur dont il traversait les terres pour être garanti contre toute rapine.

Tous ces droits et ces risques faisaient que le com-

merce ne pouvait s'exercer que sur les objets de luxe et était impossible sur les denrées de première nécessité.

D'ailleurs ce commerce lui-même, qui s'était développé à la suite des croisades disparaît bientôt dans l'anarchie où se débat le royaume et nous verrons le commerce sur Seine, la grande voie de transport, disparaître pour ne reprendre qu'au ^{xiii}^e siècle.

Charlemagne puis Saint Louis avait chargé les seigneurs de la police des routes. Le but fut atteint tant que ceux-ci eurent à craindre les représailles d'un pouvoir central fort et énergique, sous Charlemagne, Louis le Débonnaire, Philippe Auguste, Louis IX.

Mais le roi ne fut souvent qu'un seigneur moins puissant que beaucoup d'autres et incapable d'assurer la police même sur ses propres états (Franklin, *La vie privée d'autrefois*, Tanon, *Leçon inaugurale*).

Aussi les routes étaient-elles un véritable coupe-gorge pour le marchand. Souvent les seigneurs eux-mêmes, non satisfaits des droits abusifs qu'ils exigeaient, dévalisaient les marchands.

Puis aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, des mercenaires et gens d'armes, organisés en bandes, et que l'on appelait routiers ou cottereaux ou du nom de leur pays d'origine ; Navarrais, Basques, Brabançons, etc., lorsqu'ils cessaient d'être enrôlés pratiquaient pour leur compte le pillage et l'assassinat.

Les conflits perpétuels entre seigneurs furent aussi parmi les causes les plus importantes de disettes et nous verrons le clergé s'élever vigoureusement contre leur chronicité.

En effet, chacun ne se contentait pas de piller le voisin, mais saccageait et brûlait les récoltes qu'il ne pouvait emporter.

D'ailleurs comment l'ordre eût-il pu être respecté sur les routes alors que dans Paris même les bagarres, pillages, viols étaient quotidiens.

Les principaux coupables étaient ces nombreux clercs, sans aucune vocation religieuse qui étudiaient afin de s'enrôler dans cette immense milice qui englobait la moitié des hommes de la nation et qui vivaient sans rien faire, d'aumônes et de libéralités ; en cas de guerre, ils n'hésitaient pas à jeter la robe, et à prendre les armes pour continuer sur les routes leur vie de débauche. Le Pape Innocent, écrit en 1203 à l'abbé de Saint-Denis :

« Il est dans notre ville des prêtres qui, abusant du privilège clérical, parcourent les rues pendant la nuit, se portent vers les maisons habitées par les femmes publiques, en enfoncent les portes, s'y précipitent avec violence, et se permettent les mêmes excès envers les filles des bourgeois ce qui fait naître des querelles et des séditions. »

Cette faiblesse de la police royale dans la capitale nous laisse deviner son inexistence totale sur les routes.

Les famines

Enumérer les années de famines serait fastidieux, nous n'en citerons que les principales. Sous le régime

de Charlemagne et de son successeur Louis le Débonnaire, nous n'enregistrerons que trois années de famine en soixante-dix ans : 779, 793 et 820.

Les intempéries avaient saccagé les récoltes et nous voyons que malgré un pouvoir royal assez puissant pour maintenir l'ordre, l'état des transports et le faible développement du commerce ne permettent pas de secours suffisants aux sinistrés dont plusieurs moururent de faim.

Mais avec le partage de l'empire, le développement de l'anarchie féodale les années de disette vont se multiplier :

Dans les cinquante dernières années du ix^e siècle nous compterons seize années de famine.

Au xi^e siècle il y eut quarante-huit années de famine. Sous les règnes de Louis VII, Philippe Auguste et Saint Louis, les disettes furent moins fréquentes dans la région parisienne et le nord de la France que dans les provinces du centre et du midi, néanmoins sous Philippe Auguste (1180-1223) nous comptons à Paris seulement : onze années de famine dont quatre années consécutives en 1195-99.

La famine frappait plus durement le peuple mais touchait souvent toutes les classes de la société.

Les tableaux de misère furent souvent terribles :

En 850, à Paris, on composait le pain avec de la terre à laquelle on mêlait un peu de farine.

Cette même année la famine devenant excessive, on vit des mères tuer leurs enfants pour s'en nourrir.

C'est la première fois dans l'histoire de France

qu'est mentionné l'acte d'anthropophagie. Mais nous en trouverons bien d'autres exemples par la suite : en 855, 868-69, 873-74, 899, 944.

En 869, 56 personnes moururent de faim en une seule journée à Sens.

En 874 la famine sévit à la fois en Gaule et en Allemagne et on dit qu'un tiers de la population périt par manque de nourriture.

Les annalistes rapportent qu'en 944 un orage terrible s'abattit sur Paris et ses environs immédiats, les vignes furent déracinées, les blés et les fruits entièrement perdus.

Une grande famine s'ensuivit. Ce qui nous montre que même une grande ville comme Paris, qui comptait près de 50.000 habitants, se subvenait par la culture de ses environs immédiats, et ne pouvait faire venir de loin ses aliments même au cas de besoin urgent.

Sous le règne de Philippe Auguste la famine de 1195 dura quatre ans.

Le blé, le vin, l'huile, le sel atteignirent des prix extraordinaires.

On mangeait du marc de vin en guise de pain, des bêtes crevées, des racines. Ce ne sont pas seulement les misérables qui ont faim. A Liège où les pauvres couchés dès la première heure aux portes des églises demandent l'aumône les riches sont réduits à manger des charognes.

Un châtelain champenois, Erard de Brienne, reconnaît en 1184 avoir enlevé du blé dans les granges d'une abbaye : « Le besoin m'y obligeait », dit-il, pour sa défense.

Bien d'autres dans le même cas auront la même excuse.

Conséquences

Il ne fait aucun doute que les misères du peuple, les famines en sont les plus terribles, portèrent celui-ci à appuyer l'autorité royale, dans l'espoir d'une tranquillité relative.

Elles le poussèrent même parfois à se révolter, armes à la main contre ses seigneurs (Normandie 997, Bretagne en 1024), révoltes qui après quelques succès se terminèrent par un grand massacre de paysans.

Mais les suites normales des famines au moyen âge, comme plus tard, seront les épidémies, les pestes comme on disait alors, qui ravageaient les populations et qui étaient alors considérées comme châtiment d'en haut. La crainte des guerres ou des disettes amenant brutalement dans les agglomérations une foule d'individus, généralement débiles. Il suffisait de quelques malades contagieux pour engendrer de graves épidémies, surtout que l'hygiène citadine était alors inexistante. En effet, Paris même, la plus belle des villes, ne possédait alors pas d'égouts.

Les bourgeois y enterraient leurs morts dans la plaine des Champeaux, place libre que chacun traversait, où l'on tenait même des marchés. Ce n'est qu'en 1187 que Philippe Auguste le fit clore de murs, plus d'ailleurs par respect des morts que par hygiène.

Les hôpitaux ne s'organisèrent que sous Philippe Auguste, l'isolement ne paraît pas encore avoir été pratiqué à cette époque sauf pour les malades soupçonnés de lèpre.

Le mal des ardents

Mais c'est le mal des ardents qui frappa surtout les esprits, les chroniqueurs nous en ont laissé des descriptions éplorées, beaucoup plus sombres que véridiques sans doute.

Dû à l'absorption de seigle ergoté, il fit des ravages répétés. Flodoard nous donne la relation la plus ancienne de cette maladie qui se manifesta à Paris en 945 et se répéta en 994 et 1039.

En 1120, on le trouve dans les contrées du nord et de l'ouest de Paris.

Cette année-là Adhémar de Chavannes rapporte qu'il enleva 40.000 personnes en Aquitaine.

En 1354, épidémie en Artois et en Picardie.

Il fut connu sous les noms les plus variés et certains indiquent la terreur qu'il inspirait : feu divin, sacré, persique, de Saint Antoine, de Saint Marcel, de la Géhenne de l'enfer.

Le biographe anonyme de Sainte Dymphne nous explique :

« Le feu persique est une maladie pestilentielle qui consume la chair et la sépare des os au-dessous de la peau devenue livide. Parfois la mort qu'ils souhaitent n'arrive pas avant que tous leurs membres étant rongés et détruits, le feu ne gagne les organes indispensables à la vie. »

L'on trouve aussi la description d'un grand frisson initial d'éruptions cutanées, de fièvre élevée ce qui fait croire qu'en dehors de l'ergotisme d'autres maladies ont été confondues sous les mêmes noms.

Ce qui frappe surtout les anciens auteurs c'est la guérison lorsque l'on s'éloigne du foyer de contagion, la reprise au retour, ce qui nous semble évident puisque l'ergot de seigle ne pouvait endommager les récoltes que dans des régions limitées. D'où la faveur des pèlerinages.

« Quelques-uns de ceux qui furent atteints de ce mal trouvèrent leur guérison auprès des reliques des saints qu'ils visitèrent en diverses églises. »

L'empirisme avait découvert là le meilleur traitement.

Lutte contre les disettes

Leur fréquence, leur gravité firent qu'on utilisa tous les moyens possibles à l'époque. Tout d'abord les processions et pèlerinages, comme contre tout cataclysme à cette époque, les pèlerinages étaient utiles en arrêtant l'évolution du mal des ardents, mais facilitaient la dissémination des maladies contagieuses, les processions n'étaient pas sans bienfaits puisqu'elles développaient la charité publique.

Nous la verrons fréquemment se révéler, tant celle du roi, du clergé que de simple particulier : Hugues Capet prenait à sa charge les pèlerins venant à Paris.

Philippe Auguste et le clergé de son époque firent de nombreux dons aux pauvres. On nous rapporte des cas de particuliers abandonnant une partie de leur revenus pour les pauvres.

Sous Philippe Auguste, on fit élever des hôpitaux, léproserie, etc., grâce aux dons privés.

Mais que pouvait la charité devant l'immensité de ces désastres :

Aussi voyons-nous le clergé s'élever devant la principale cause de toutes ces misères, et en 1095, au Concile de Clermont, en même temps qu'il prêche les croisades ordonner la trêve de Dieu (989), mais elle n'aura plein effet que lorsque le pouvoir royal sera capable de la faire respecter.

Louis IX tentera de favoriser le commerce en assurant la police des routes (à charge des comtes sur leurs terres) et en unifiant les monnaies : La sienne ayant seule cours dans toute la France.

L'anarchie perpétuelle rendit bien peu efficace l'effet de ces mesures. Jusqu'à la fin de cette période, les famines continueront à décimer les populations, il faut attendre la pleine puissance du pouvoir royal pour les voir régresser.

LES FAMINES PENDANT LA GUERRE DE CENT ANS

L'histoire de toute cette période n'est qu'une suite de désordres, d'assassinats, d'émeutes, de guerres avec l'étranger, ou de prince à prince, de soulèvements de bourgeois et de paysans.

Le peuple surtout en souffrit et il y eut dans le centre de la France et à Paris de terribles famines.

« Oignez vilain, il vous poindra ; poignez vilain, il vous oindra. » Ce dicton qui date de l'époque définit la mentalité des puissants d'alors.

Sur ce vilain pesait tout entier le poids des malheurs du pays.

Les villes et les manoirs étaient protégés, mais les villages étaient la proie du plus petit chef de bande.

Les ennemis prenaient leur butin, les troupes amies pillaient pour vivre et... les seigneurs prenaient le reste pour approvisionner leurs châteaux.

Bientôt le paysan comprit que les grandes batailles se livraient et se perdaient à ses dépens.

Il se révolta, pillait et massacrait les nobles, mais cette Jacquerie se termina partout par sa défaite, surtout en deux grandes batailles : à Meaux, en 1358 ; en Flandres, en 1382. Et ailleurs : Bretagne, Normandie et Languedoc.

Ne pouvant lutter, le paysan désespéra et abandonna la culture.

Le Journal de Paris raconte :

« On ne pouvait labourer ni semer nulle part, souvent on s'en plaignait aux seigneurs et princes qui ne faisaient qu'en rire et s'en moquer ; dont la plupart des laboureurs cessèrent de labourer et furent comme désespérés et laissèrent femmes et enfants. »

Ils se réfugièrent dans les villes, surtout Paris et, sans ressources, ils grossirent l'armée des mendiants et y aggravèrent les famines.

Un véritable fléau s'abattit sur les campagnes : les grandes compagnies : formées de mercenaires combattant tantôt pour l'un, tantôt pour l'autre camp, mais le plus souvent sans maître ; ils voyageaient à travers la France, saccageant et pillant pour leur propre compte.

Ils coupaient les vignes et les blés en herbe, jetaient le grain et le vin sur les routes et dans les fleuves, cassaient les charrues, brûlaient moulins et maisons.

Leur démente de destruction contribuait à leur propre misère, car les villes refusaient de les recevoir, même lorsqu'ils portaient des couleurs amies.

Nous citerons l'exemple de Villandrado, un Castillan venu en France chercher fortune : il entretenait aux frais de l'habitant une véritable cour d'écuyers et de pages, possédait de la vaisselle d'or et avait de l'argent pour prêter aux barons.

Il fut connu sous le nom, bien mérité, d'empereur des pillards.

Mais il avait de nombreux imitateurs qui, souvent, trouvaient aide auprès des petits seigneurs.

La misère de la France était terrible. L'équipée du duc de Lancastre (1373) nous en donne un exemple.

Débarqué à Calais avec une troupe de 30.000 hommes et un gros matériel, il comptait trouver chez l'habitant la subsistance nécessaire, mais la misère des pays traversés fit qu'ils ne purent subvenir à ses besoins.

Le voyage se termina à Bordeaux sans avoir eu à livrer combat. Il restait seulement 6.000 hommes exténués, il n'y avait plus un cheval, chevaliers et soldats mendiaient de porte en porte pour obtenir un peu de nourriture.

Aussi les disettes furent-elles nombreuses et souvent terribles, à Paris surtout.

En 1315, les pauvres mouraient de faim dans les rues.

En 1348, elle se compliqua d'épidémie. Les cimetières furent insuffisants, il fallut en créer un nouveau près de la Trinité. D'après Froissart, la peste qui suivit fit mourir 80.000 personnes à Paris, 45.000 à Lyon, 3.000 à Avignon, 16.000 à Marseille.

En 1358 commence une période désastreuse pour le pays.

A la suite des assassinats des maréchaux de Bourgogne et de Normandie, le Dauphin voulut soumettre les bourgeois de Paris révoltés, à la tête desquels était Etienne Marcel.

Selon la tactique de l'époque, il dévasta les environs

immédiats de la ville puis se retira à Melun, vivant à discrétion sur le pays et arrêtant tout commerce sur la Haute-Saône et sur la Marne.

La famine réduisit la capitale à une extrême détresse, les vivres atteignirent des prix prohibitifs :

« Et mouraient des petites gens de faim dont c'était grand pitié. »

L'assassinat d'Etienne Marcel mit fin au siège, mais la disette continua si elle fut moins sévère.

En 1630, les Anglais approchent de Paris, ils brûlent et ruinent tout sur leur passage ; leur armée s'avança jusqu'à Montrouge, Issy, Vanves et Vaugirard.

« C'était un spectacle digne de compassion de voir fondre dans Paris tous les habitants des villages d'alentour : hommes, femmes et enfants pour y trouver asile. »

Il fallut détruire par l'incendie les faubourgs de Saint-Germain-des-Prés, Saint-Jacques et Saint-Marcel afin d'empêcher l'ennemi de s'y loger et de profiter des provisions qui pouvaient s'y trouver.

Heureusement le siège ne dura qu'une semaine car la famine se fit cruellement sentir à Paris. Les gens des campagnes environnantes, qui étaient venus y chercher refuge, erraient par les rues sans pain et sans asile.

Le setier de blé valait 48 livres parisis. Une mortalité terrible en fut la conséquence, chaque jour 80 personnes mouraient à l'Hôtel-Dieu.

Les environs de Paris ne sont plus qu'un désert, la famine et les maladies pestilentiennes font des ravages permanents.

En 1339, on ordonne aux crieurs des trépassés de cesser leurs cris publics afin de ne pas affoler les populations.

En 1418, recrudescence de disette et de maladies contagieuses où paraît dominer la variole. D'après le *Journal de Paris*, il y aurait eu 50.000 morts en cinq semaines.

En 1438, la famine fut plus terrible encore. L'hiver fut glacial, les gens mouraient de faim et de froid dans les rues.

Les hôpitaux, ruinés, ne pouvaient plus recevoir tous les malades.

Et, fait rare dans la région parisienne, les loups vinrent jusqu'aux faubourgs, interdisant toutes sorties aux habitants qui tentaient jusqu'alors d'aller récolter quelques provisions dans la campagne.

Sur cette population épuisée allait s'abattre une nouvelle épidémie de variole.

Toutes ces misères firent en quelque mois 5.000 victimes à l'Hôtel-Dieu et 45.000 dans la ville.

Pendant les années suivantes, les disettes se reproduisirent souvent l'hiver, mais moins aiguës jusqu'en 1480 où la famine fut plus terrible qu'il ne s'était jamais vu.

L'hiver fut un des plus terribles qu'il y eut en France, le gel commença le lendemain de Noël et dura jusqu'en février avec une rigueur excessive.

La Seine fut glacée en sorte que les chariots y passaient comme sur la terre ferme.

Le bois se vendit si cher que seuls les riches purent s'en procurer.

Au dégel plusieurs ponts furent emportés.

Comme le froid persista jusqu'en mai les vignes furent perdues et la récolte de grains presque nulle.

La disette de blé qui en résultat fut terrible.

Comme toujours dans les périodes troublées, nombre de gens de la campagne s'étaient réfugiés à Paris dans l'espoir d'y trouver des vivres. Mais comme la plupart étaient déjà exténués par les privations ils moururent en grand nombre.

Cette famine, si terrible, ne frappa pas seulement le peuple.

Au Monastère des béguines, toutes les nonnes, sauf trois, moururent de faim.

Le Parlement perdit plusieurs de ses membres entre autres S.-L. Boulanger, son premier président.

Toute cette période fut désastreuse pour la France entière. La lecture du *Journal de Paris* des règnes de Charles VI et Charles VII n'offre qu'une suite de troubles, d'incendies, d'inondations, de famines et de crimes.

Conséquence

LA DEPOPULATION

Nous avons vu que la mortalité, due tant aux famines qu'aux épidémies qui en furent la conséquence, fit de nombreuses victimes dans la population française.

De plus, le paysan, las des injustices du sort, vic-

time de toutes ces guerres dont les chevaliers seuls tiraient avantages et honneurs, abandonnait, autant qu'il le pouvait, les campagnes.

La mortalité et l'émigration ont à cette époque ruiné de nombreux bourgs.

Dès 1439, aux états d'Orléans, les ambassadeurs de l'Université de Paris déclaraient que si la paix n'étaient pas bientôt faite, les Français seraient obligés de désert^{er} le pays.

Les documents nous montrent des mouvements d'émigration commencés dans toutes les provinces et emportant les bourgeois et surtout les paysans vers la Bretagne et les pays étrangers.

Inquiétant au xiv^e siècle, il devient effrayant au xv^e siècle.

Nous en avons de nombreux exemples

Dans un ensemble de vingt et une paroisses du diocèse de Rouen, nous trouvons :

Au xiii^e siècle : 14.992 âmes.

Au xv^e siècle : 5.976 âmes.

La ville de Saint-Gilles passe de 10.000 à 400 âmes.

A Avallon :

En 1397, il y a 31 feux solvables, 35 misérables ;

En 1413, il y a 5 feux solvables et 36 misérables.

Dans toute la France, le mouvement fut le même : émigration vers l'étranger ou vers certaines grandes villes.

Parmi celles-ci, ce fut surtout Paris qui fut le lieu de refuge de tous les paysans des environs, c'est ce qui permet, d'après Jean de Troyes, d'y trouver en

1467 60 à 80.000 têtes armées, ce qui donne environ 120 à 140.000 âmes.

Néanmoins, Louis XI veut lutter contre le funeste résultat des famines et des épidémies. Il favorisera l'immigration, mais il sait que, comme toujours dans ce cas, on ne peut faire appel qu'à des éléments qui seraient indésirables en période normale.

Et, en 1467, il ordonne, afin de :

« Bien repeupler cette ville, qu'il disait avoir été dépeuplée tant par les guerres, mortalité et autrement, que quelques gens, de quelques nations qu'ils fussent, pussent de là en avant, venir demeurer dans la dite ville et faubourgs, et qu'ils pussent jouir de tout franchise de tous les cas commis par eux, comme vols, meurtres, larcins, piperies, et tous autres cas, réservé le crime de lèse-majesté. »

De telles ordonnances se renouvelèrent pendant les xv^e et xvi^e siècles, c'est le seul remède que l'on trouva aux disettes, épidémies et à leurs conséquences.

LA FAMINE SOUS LES GUERRES DE RELIGION

Malgré le désordre qui régnait dans le pays, elles furent peu nombreuses, et brèves en général, car la haine qui divisait les combattants fit que l'on s'attaquait plus à l'homme qu'à ses biens.

La seule grande famine, que nous relaterons, fut celle qui sévit pendant le siège de Paris par Henri IV, en 1590.

Elle fut terrible, car c'était la première fois que Paris, qui compte à cette époque 200 à 210.000 habitants, eut à soutenir un siège aussi long et aussi bien organisé.

D'autant que les troubles qui persistaient depuis 1525 avaient laissé se développer un nombre considérable de voleurs et de mendiants, devant lesquels le pouvoir se déclarait impuissant.

D'après Dulaure, il y avait, en 1588, de 6 à 7.000 voleurs, et de 8 à 9.000 mendiants.

Il faudra y ajouter au moment du siège nombre de villageois sans ressources qui viendront s'y réfugier.

Tous ces pauvres prennent alors une importance qu'ils n'avaient pas eue jusqu'à cette époque, car on craignait leur soulèvement qui eût livré Paris à l'assiégeant.

Dès le 1^{er} juin 1590, on craint le manque de pro-

visions et l'on fit crier à son de trompe que tous ceux qui possédaient des provisions pour plus de deux mois devaient les porter au marché sous peine de confiscation.

Ceci permit de trouver des vivres pour trois semaines environ, mais à un prix tel que la disette continue et va s'aggravant dans le peuple.

La population se lasse de la guerre.

Le 4 juin, deux bourgeois furent pendus pour avoir parlé de paix.

Le 13 juin, le peuple s'attroupe et demande à grands cris la paix et du pain.

Un convoi de vivres réussit à entrer à Paris le 17 mars, seuls les riches purent en acheter.

L'Ambassadeur d'Espagne, plutôt que de voir Paris se rendre, fit de larges aumônes, mais le peuple lui répondit qu'il préférerait du pain à l'argent ; en effet, l'on ne trouvait déjà plus de vivres à acheter.

Le peuple se trouva réduit à se nourrir de racines et 8.000 personnes périrent de faim en moins de huit jours.

L'on tenta de faire sortir de Paris les pauvres et les malades et, dans ce but, des magistrats allèrent parlementer par-dessus les murs avec les officiers du roi.

Celui-ci, qui comptait sur la faim comme le seul moyen de réduire Paris, ne put accepter.

Dès l'annonce de son refus aux malheureux, ce furent des cris qui se firent entendre jusqu'à l'extrémité des faubourgs.

Le 25 juin, une réunion de notables décida une visite de tous les couvents :

Le recteur des Jésuites tenta d'y échapper, mais sa mauvaise volonté fit que l'on commença par son collège. On y découvrit des réserves de grains et de viandes salées suffisantes pour un an, conservées malgré l'ordonnance du 1^{er} juin.

Une partie fut vendue et une autre distribuée gratuitement.

Les commissaires répartiteurs se firent en outre apporter les chiens et les chats des maisons des pauvres ; ils furent cuits dans de grandes chaudières, avec des herbes et des racines, puis on distribua le bouillon avec 40 grammes de chair à chacun des 12.000 recensés.

Ceux-ci furent nourris pendant quinze jours environ, mais ensuite la mortalité devint effrayante et, disent les auteurs, on vit dans les rues des gens se tordre dans les affres de la faim.

Quelques-uns allèrent par-dessus les murailles implorer la pitié du roi qui, touché par les lamentations, consenti à en laisser passer 3.000 dans son camp.

Devant la résistance des Parisiens, le roi s'empara des faubourgs Saint-Denis et Saint-Antoine, ce qui aggrava encore la disette.

On vit des gens se nourrir de suif de chandelle.

Les chevaux, les chiens, les chats avaient été mangés.

Des pauvres gens sans aucune ressource mordaient

dans le cuir qu'ils essayaient de manger pour tromper leur faim.

Et, chose horrible : une femme, qui venait de perdre ses deux enfants, les sala et tenta de les manger. Elle mourut, mais le bruit de son crime s'était répandu dans Paris, ce qui ajouta à la consternation.

Les gens mangeaient crus des chiens ou des rats qu'ils trouvaient morts.

Chaque matin, on trouvait dans les rues 100 à 150 morts de faim. Il y eut, dit-on, 13.000 morts en trois mois.

Le 16 août, la famine était arrivée à son paroxysme.

On avait tenté de faire du pain avec de l'ardoise pilée, il ne fut pas mangeable.

On tenta alors de faire du pain avec les os des morts, il fut appelé pain de Madame de Montpensier, en raison de l'éloge qu'elle ne craignit pas d'en faire.

Ceux qui mangèrent de ce pain moururent, dit-on.

On en arriva à craindre l'anthropophagie, qui se manifesta tout à la fin du siège :

« Les six derniers jours du siège, on vit des pauvres gens réduits à manger des chiens morts tout crus et, ce qu'on ne peut réciter sans horreur, des lansquenets mourant de faim courir après les enfants et les dévorer à belles dents comme le feraient les loups.

« On remarque surtout qu'il fut un enfant à l'hôtel Palaiseau et deux à l'hôtel Saint-Denis. »

Enfin, Henri IV leva le siège pour aller combattre le duc d'Albe.

La nouvelle causa un véritable délire lorsqu'elle parcourut la capitale, les habitants coururent vers les portes, mais, épuisés par ce dernier effort, beaucoup périrent en route.

Paris était arrivé à l'extrême limite de la résistance, et il est certain que si le roi était resté deux jours de plus, la capitale eût été obligée de se rendre.

Nous n'avons aucun autre exemple de siège où la famine ait entraîné une si forte mortalité.

LES FAMINES DES XVII^e ET XVIII^e SIECLES

Omer Talon, magistrat, lieutenant du roi au Châtelet, écrit en 1650 :

« La guerre engendre la famine, la guerre et la famine engendrent le troisième fléau de Dieu qui est la peste. »

C'est un raccourci saisissant de l'histoire des malheurs de la France pendant ces deux siècles.

Grâce à la bonne organisation de l'agriculture par Sully et Olivier de Serres, il n'y eut pas de disette notable en France de 1598 à 1626, malgré l'hiver très rigoureux de 1610.

Mais ensuite, et pendant tout le règne de Louis XIV, les disettes seront quasi permanentes et la grande famine de 1709 ruinera l'économie du pays.

Leurs conséquences normales : les épidémies et les émeutes, parfois dirigées contre le Roi lui-même, viendront en aggraver la mortalité et les misères.

La cause initiale de tous ces maux : les guerres, guerres intérieures, puis guerres avec l'étranger, qui durèrent plus de la moitié du règne de Louis XIV.

Elles entraînèrent la misère des paysans en aggravant les impôts, en multipliant les pillages.

Elles frappèrent toutes les classes de la société en

favorisant la spéculation, en créant des paniques dont les conséquences furent parfois très sérieuses.

Etat des paysans au XVII^e siècle

Les conditions de vie du paysan sont très variables.

Les plus favorisés, ceux qui cultivent une tenue roturière, ont, à peu près, la situation des petits fermiers de nos jours.

L'étude des dossiers de notaires de campagne les montre propriétaires de leurs terres, généralement bien cultivées et vivant à leur aise.

Mais ce n'était là que la minorité et la plupart des écrits de l'époque nous laissent un tableau effrayant de la situation des campagnes.

Nous ne pourrions que nous y reporter pour en dépeindre la misère.

De l'intendant du Dauphiné :

« On m'a assuré en quelques endroits, où les neiges et rigueurs de l'hiver ont fait mourir les blés, que les paysans faisaient moudre des coquilles de noix avec des glands et du blé noir pour en faire du pain. »

En 1680, Madame de Sévigné écrit de Bretagne :

« Je ne vois que des gens qui me doivent de l'argent qui couchent sur la paille et qui pleurent. »

Loyseau se plaignait que :

« Ces pauvres gens furent tant abaissés, voire opprimés et par les tailles et par la tyrannie des gentilhommes »,

et s'émerveillait :

« Comment il se trouve des laboureurs pour nous nourrir. »

En 1700, les curés de l'élection de Cahors déclarent que si beaucoup de paysans mangent du pain de blé noir, beaucoup aussi vivent de racines de fougère bouillies avec la farine d'orge ou d'avoine et de sel.

On en viendra bientôt à considérer les paysans comme une race inférieure.

De l'intendant de Bourges :

« Il n'y a pas une nation plus sauvage que les peuples, ou on voit quelquefois des troupes à la campagne, assises en rond, au milieu d'une terre labourée et toujours loin des chemins ; mais, si l'on approche, cette bande se disperse aussitôt. »

Et ce noir tableau de La Bruyère :

« L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides, et tout brûlés de soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible.

« Ils ont comme une voix articulée et quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils ont une face humaine et, en effet, ils sont des hommes.

« Ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre, et méritent ainsi de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé. »

Ces descriptions sont évidemment souvent exagé-

rées, mais pourtant combien n'a-t-il pas fallu de misère pour les inspirer.

Tout concourt à cette misère des campagnes. Le peuple paie les deux tiers des impôts alors qu'il ne touche que le tiers des revenus.

Déjà lourds mais supportables en temps de paix et de prospérité, les impôts deviennent accablants en période de disette ou de guerre.

Vauban, dans la dîme royale, en 1707, propose de remplacer tous les impôts par un prélèvement de un dixième sur tous les revenus.

Ce nouvel impôt fut perçu, mais il ne fit pas supprimer les autres et la noblesse et le clergé l'évitèrent en grande part.

Ces charges furent bientôt insupportables et, dans de nombreuses communes, il restait toujours un arriéré d'impôts non payés. D'où saisies et amendes qu'exagéreront les abus du fisc.

Les huissiers viennent, accompagnés de sergents et d'archers, tous font bombance aux frais du saisi, qui devra régler la note de cabaret.

On cite des cas où l'huissier, s'étant trompé de personne, le matériel fut rendu mais les frais restèrent à la charge de la victime de l'erreur.

De plus, le paysan doit se soumettre aux réquisitions et corvées militaires. Les réquisitions sont souvent mal payées, les corvées longues et fatigantes.

Et surtout les passages de troupes : soldats pillards et indisciplinés, ravagent les campagnes.

Ils sont considérés par le gouvernement lui-même comme une calamité publique.

Un édit n'autorise les villes à emprunter qu'en cas « d'inondations, d'incendies d'église ou de passages de troupes ».

S'ils le pouvaient, les paysans quittaient alors les campagnes, se réfugiant dans les villes, abandonnant terres et maisons.

Les abus militaires étaient tels que souvent les villes refusaient d'héberger les troupes.

C'est ainsi que Fismes, en 1649, refuse de recevoir les troupes du Maréchal d'Hocquincourt, et cause ainsi la défaite de son armée.

Reims agit de même avec le duc de Praslin, ne l'autorisant à entrer dans la ville que lorsque les Espagnols le harcèlent, et encore les Rémois refusèrent-ils de laisser les soldats entrer dans les habitations.

Ils se vengèrent à leur départ en détruisant tout un faubourg : des maisons, ils ne restait que les toits et les gros murs, et en arrachant les vignes de toute la campagne environnante.

Pendant les guerres de la Fronde, le duc d'Epernon, en lutte contre les Bordelais, ne trouve meilleure punition que de donner liberté à ses troupes dans la campagne ; partout ce ne sont que pillages, incendies, viols et excès de toutes sortes.

Dans ces conditions, toute population un peu aisée ou active abandonnait les campagnes pour des villes franches ou, près des frontières, émigrant à l'étranger.

Ce départ des meilleurs éléments de la population, auxquels se joint l'émigration des protestants persécutés, contribua certainement au mauvais rendement de l'agriculture.

Conditions du commerce des grains

Elles avaient été fixées par une ordonnance de Henri III (1575), qui fut renouvelée presque sans modification en 1699.

De nombreux règlements, difficilement et souvent mal appliqués, avait pour but de favoriser le consommateur, aux dépens mêmes du producteur.

L'exportation des grains était presque toujours interdite, l'importation toujours favorisée.

La sortie des grains d'une province à l'autre nécessitait des autorisations, très difficiles à obtenir.

Certaines régions avaient leur production réservée pour les grandes villes (la Beauce pour Paris).

Dès que la hausse des prix faisait craindre la disette, les règlements prescrivaient que :

Tout détenteur doit vendre le blé qu'il a et qui excède sa consommation de six mois.

Il ne peut l'offrir que sur le marché public.

L'Intendant de Bourges, en 1693, prohibe la vente à domicile à peine de 500 livres d'amendes.

Bien appliqué, ceci aurait dû faire baisser les prix par un afflux de grains sur le marché.

Mais leur résultat était en général bien fugace :

A Amiens et à Abbeville, on put faire baisser les

prix en 1693, mais, dès le début de 1694, les prix étaient plus élevés qu'ils ne le furent jamais auparavant.

D'ailleurs, le producteur préférait souvent conserver son grain par peur de disette ou dans un but de lucre ou le céder en cachette aux blatiers.

On était donc obligé, dans les années de grande disette (1693 et 1709), de recourir aux visites à domicile suivies de confiscation de céréales.

Mais il n'y eut jamais ou presque, que les petits détenteurs qui furent punis ; ce qui n'allait pas sans bruit.

En 1694, l'évêque de Belley accuse publiquement les subdélégués de favoriser les accaparements de blés par leurs parents.

Le 10 septembre 1709, le gouverneur de Noirmoutier laissait acheter des grains par son fils et celui-ci les exportait à l'étranger.

En 1693, les habitants de Nancy accusent leur maire d'accaparement.

Parfois pourtant certains personnages furent punis.

C'est ainsi que le directeur général des vivres de l'armée d'Italie, l'entrepreneur des hôpitaux de Grenoble et le secrétaire de l'Intendant du Dauphiné, qui avaient essayé de monopoliser fourrages et céréales, furent incarcérés.

Saint-Simon et la duchesse d'Orléans n'hésitent pas à accuser le contrôleur général Desmaretz lui-même, mais il ne s'agit sans doute là que de calomnies.

En pratique, le paysan vendait son grain aux blatiers.

C'étaient des négociants qui allaient de foire en foire, de maison en maison et enlevaient le grain pour alimenter les villes et les armées.

Aux années abondantes, ils évitaient la dépréciation des prix en rejetant une partie du grain à l'extérieur.

Mais cette action était limitée par les difficultés des transports.

En temps de disette, cet intermédiaire devenait l'ennemi, d'autant que désireux de conserver sa clientèle étrangère, il voulait l'alimenter même pendant les années déficitaires.

En cas de hausse, nous avons vu qu'il leur était interdit d'acheter hors des marchés officiels; mais ils continuaient leur trafic, d'autant plus facilement que le paysan était souvent leur débiteur et qu'ainsi ils pouvaient tout exiger de lui.

D'ailleurs, ils étaient souvent protégés par ceux qui eussent dû les surveiller.

Mais ce sont surtout les fournisseurs aux armées qui créaient le désordre et favorisaient la spéculation.

Ces munitionnaires jouissaient de droits spéciaux, ne pouvant en temps de guerre se fournir de blé à l'extérieur pour nourrir les nombreuses armées, ils avaient le droit d'acheter à terme, d'où provisions de grains qui, en réalité, n'étaient pas toujours destinées aux troupes.

L'intendant de Nancy écrivait en 1693 :

« Ce sont les enlèvements de blé pour les armées

qui causent la hausse, il faut empêcher les commis des munitionnaires de prêter leur nom aux particuliers qui ont du blé et qui le retiennent dans leur grenier, autrement on rendra les munitionnaires et leurs commis maîtres des blés de la province au prix qu'il leur plaira. »

En Bourgogne, en pleine disette de 1693, Massenot fournisseur de la marine, achetait en septembre, 200.000 litres de grains livrables à la Noël.

Ce blé fut revendu aux boulangers de Dijon et laissa 4.000 livres de bénéfices.

Toutes ces difficultés du commerce favorisaient la spéculation, et nous verrons en 1709 que nombreux furent ceux qui s'y essayèrent, nombreux aussi ceux qui y gagnèrent des fortunes, malgré édits et menaces de sanctions.

Le commerce était encore entravé par la difficulté des moyens de transports.

Les routes étaient rares, souvent en mauvais état, les véhicules primitifs rendaient difficiles et coûteux le transport de lourdes charges. Aussi utilisait-on généralement les voies maritimes et fluviales.

Mais l'utilisation de la voie de mer était souvent rendue impossible par l'état de guerre. C'est ainsi qu'en 1693, on manquait de pain en Normandie, alors que trois navires chargés de grains à son intention ne pouvaient quitter le port de Saint-Malo pour aller au Havre, la flotte ennemie croisant au large du Cotentin.

Et, victime de toutes ces misères, craignent la

famine pour lui-même, le paysan, créant des émeutes. refusait souvent de laisser sortir le grain de sa région.

Les paniques, parfois intenses, réussirent à créer des disettes sévères.

Nous verrons en 1747, qu'une disette, dont souffrit une grande partie de la Guyenne, fut causée uniquement par la panique.

Les famines au XVII^e siècle

Le Docteur E. Dupont écrit dans son ouvrage : (*Un village en Gascogne au temps de la Fronde*) :

« Le passage réitéré et l'entretien ruineux des troupes, le pillage et les exactions de toutes sortes, voilà quelques-unes des causes qui préparent la disette des vivres, l'inclémence du ciel vient la confirmer et l'entretenir, l'inculture et le délaissement du sol contribuent à la développer. »

Toutes ces causes se répétèrent fréquemment au XVII^e siècle. Leur conséquence sera toujours l'apparition de disettes.

Pendant la seconde moitié de ce siècle, ce ne sont de tous les coins de la France, que gémisséments. Les deux périodes les plus terribles furent celle de la Fronde et les années 1692-1693.

La misère au temps de la Fronde fut terrible, surtout dans la région parisienne.

Saint Vincent de Paul tenta d'organiser la charité publique afin d'atténuer la mauvaise condition de vie

du peuple, il a fait œuvre de bienfaiteur et son nom reste attaché à l'histoire de cette période. Mais le mal était trop grand. Les causes trop répétées, et la charité, ne pouvait que l'atténuer mais non l'arrêter.

Une lettre de la mère Angélique Arnaud (juin 1652), nous décrit :

« La France est toute désolée, il n'y a pas de province qui ne souffre à l'extrémité, Paris et ses environs sont les plus maltraités. Tous les villages d'alentour sont entièrement déserts, et ce qui reste d'habitants sont retirés dans les bois, les autres étant morts de faim. »

Il y avait 100.000 mendiants à Paris. Ils provenaient en grand nombre de villageois des environs qui s'y étaient réfugiés pour éviter les troubles, mais étaient sans ressources.

La misère continua après l'entrée de Louis XIV à Paris.

En 1654 :

« On voit enlever des voieries la chair des animaux pour nourrir les ventres affamés, des enfants languir auprès des mamelles sèches de leurs pauvres mères mourantes, des filles dans le péril de perdre, faute de pain, ou l'honneur ou la vie. » (Recueil Thoisy : mat. ecclésiastique.)

L'hiver 1659-1660 fut très rigoureux : en Berry, le bétail blanc mourut, n'ayant put sortir de la bergerie pendant trois mois ;

En Brie, en Champagne et en Bourgogne, les vignes et les seigles sont gelés.

Saint Vincent de Paul écrit en 1660 :

« Dans des paroisses de 200 feux, l'on n'en a trouvé que deux qui eussent du pain, encore était-ce du pain de pelures et d'écorces de noix... et l'on a rencontré un nombre extraordinaire de familles vivant d'herbes et de racines, les faisant bouillir avec de l'eau pure et quelques morceaux de bêtes mortes, les déterrants même lorsqu'ils savent où on les a mises. »

Du Lieutenant général de Picardie, la même année, à Saint Vincent de Paul :

« Nous avons eu, la semaine passée, jusqu'à 1.400 pauvres réfugiés en cette ville, durant le passage des troupes, qui ont été nourris de vos aumônes... la misère est si grande qu'il ne reste plus d'habitant dans les campagnes qui ait seulement de la paille pour se coucher, les plus qualifiés de la ville n'ont pas de quoi subsister.

« Il y en a même qui possèdent pour plus de 200.000 écus de biens et qui, à présent, n'ont pas un morceau de pain et ont été deux jours sans manger. »

En 1693, la disette fut terrible dans toute la France, la guerre empêche tout secours efficace aux populations affamées.

En 1694, l'évêque de Montauban déclare que, chaque année, 400 personnes meurent de faim dans son diocèse.

Dans une petite commune de Guyenne, on trouve en sept mois 118 morts de faim pour 11 décès dus à une autre cause.

Dans un ensemble de communes du diocèse de

Narbonne, les décès furent sept fois plus nombreux ces années-là que les précédentes, et la moitié frappèrent des enfants et des jeunes gens en dessous de dix-huit ans.

Dans une lettre du lieutenant général en haute Normandie, nous trouvons :

Principalement dans le pays de Caux, une infinité de peuples y meurent de faim, et le reste languit et aura le même sort s'il n'est secouru.

« Non seulement l'argent y manque pour acheter du blé, mais ceux qui en ont n'en trouvent pas.

« Beaucoup de ces peuples se sont voulus retirer à Rouen, mais on ne peut les recevoir, la ville étant accablée de pauvres ; il y en a 21 à 27.000 à recevoir l'aumône sur l'état qui en est fait, et plus de 3.000 demandent par les rues. »

Mais toutes ces misères, pourtant terribles, furent dépassées en 1709.

Hiver et disette de 1709

Ce fut la dernière grande famine de France et l'une des plus terribles dont l'histoire ait gardé le souvenir.

Tout concourut à la créer et à l'aggraver : intempéries qui ruinèrent les récoltes, guerres extérieures qui entravent l'importation, spéculation qui, en augmentant considérablement les prix, enlèvent aux pauvres tout espoir de se nourrir à leur faim.

Les émeutes qui en furent la conséquence contribuèrent à la prolonger.

L'HIVER 1709

Les hivers rigoureux, amenant des disettes locales, furent nombreux au XVIII^e siècle :

1623-24, 1659-60, 1684-85, 1692-93, 1698-99.

Mais aucun ne fut aussi terrible que l'hiver 1709.

Nous sommes renseignés avec précision par plusieurs savants qui notèrent au jour le jour la température : Ph. de la Hire, à Paris, Antoine Gauteron, à Montpellier entre autres.

Octobre 1708 fut très rigoureux.

Novembre et décembre irréguliers.

Mais dans la nuit du 5 au 6 janvier, une gelée intense prit non seulement Paris, mais l'Europe entière.

Le 6 janvier, la température était : — 1°5.

Le 13, de — 21°.

Le 13 mars, il faisait encore — 4°.

Saint-Simon raconte que :

« La violence des deux gelées fut telle que l'eau de la reine de Hongrie, les élixirs les plus forts, et les liqueurs les plus spiritueuses, cassèrent leurs bouteilles dans les armoires des chambres à feu et environnées de tuyaux de cheminées dans plusieurs appartements du château de Versailles. »

Sourches, un chroniqueur, rapporte que la maladie et la mort firent de tels vides dans l'entourage ordi-

naire du souverain qu'on ne reconnaissait plus la cour lorsqu'il y eut voyage à Marly dans le courant de février.

A Paris, la souffrance fut extrême et suspendit, en partie du moins, la vie extérieure. Les spectacles cessèrent aussi bien que les procès.

Un mémoire rédigé par les soins de la ville nous apprend que, dès le 9 janvier, la Seine se trouva gelée ; les glaces ayant rompu les amarres des bateaux, une quarantaine furent jetés sur les ponts et coulèrent.

Partout, les richesses en arbres fruitiers et forestiers furent, soit atteintes pour des années, soit irrémédiablement perdues.

Le bétail fut décimé dans toute la France.

LA DISETTE

Elle fut la conséquence de cet hiver désastreux.

La guerre absorbait le grain pour la nourriture des soldats aux frontières et privait la France de presque toutes les importations par voie de mer.

La récolte de blé en 1708 avait été très moyenne, même minime en certains endroits.

De plus, une partie en avait été exportée.

Dès septembre, dans certaines provinces du Midi, habituellement riches, la situation devient alarmante, sans doute du fait de la spéculation, les prix triplèrent sur certains marchés.

Dès octobre, les mesures habituelles au temps de disette sont prises :

D'Argenson défend toute transaction en dehors des marchés réguliers, l'exportation est interdite.

Mais ce ne fut pas suffisant, d'autant que des pourparlers d'achat avec l'étranger furent interrompus par les grands froids et la menace de disette dans l'Europe entière.

De plus, le froid pénétra profondément la terre en janvier et février, et la récolte se trouva perdue en grande partie.

Un cri de terreur se répandit sur tout le royaume et les mandements épiscopaux nécessaires pour solliciter la charité publique achevèrent d'affoler les fidèles.

L'accaparement et la spéculation aggravèrent la disette. Les prix augmentèrent considérablement.

A Toulouse, le prix du setier de blé passe de 4 livres en juillet 1708 à 18 livres en août 1709.

En Bretagne, le tonneau passe de 40 livres en 1708 à 200 livres au commencement de 1709.

En Mâconnais, l'année passe de 16 livres à 55 livres.

Chaque possesseur de grenier gardait ce qu'il possédait afin de pouvoir le revendre plus cher par la suite.

Mieux : des gens de campagne ou de simples artisans abandonnaient la charrue ou le métier pour se faire usurier en blé.

Desmaretz, qui croyait rendre le commerce plus facile en autorisant le passage des blés d'une province à l'autre, n'a réussi en fait qu'à accroître la spéculation.

En juillet, Madame de Maintenon écrit :

« Il y a quelque chose d'incompréhensible sur le blé, il en paraît beaucoup à Paris, on en trouverait beaucoup si on pouvait l'acheter bien cher. C'est par l'argent que nous périssons. »

La misère en France devint terrible.

En Bourgogne, les habitants ne se soutiennent que de racines qu'ils font bouillir.

Dans le Beaujolais, on mange des chiens, des chats, du pain fait de racines de fougères.

Dans le Médoc, les habitants ne vivaient que de la chair, à moitié corrompue, d'animaux morts de froid. Les habitants des campagnes refluent vers les villes mais ne sont pas plus heureux.

A Reims, il y a 4.000 immigrants de la campagne pour une population de 30.000 âmes, dont les trois-quarts sont réduits à une misère affreuse. 12.000 pauvres ne vivent que d'aumônes.

A Lyon, l'Hôtel-Dieu, qui donnait habituellement asile à 500 ou 600 enfants abandonnés, en reçut 2.731 en 1709.

A Paris, comme en province, la charité publique et la charité privée durent s'occuper de nourrir tous ces pauvres, mais :

« Grand nombre de gens qui, les années précédentes, soulageaient les pauvres, se trouvaient réduits à

subsister à grand peine et à recevoir l'aumône. »
(Saint-Simon.)

On vit des laquais du roi mendier aux portes de Versailles.

Vauban écrit :

« Près de la dixième partie du peuple est réduite à mendier, des neuf autres, cinq ne peuvent faire l'aumône à celle-là, dont elles ne diffèrent guère, trois sont fort malaisées, la dixième ne compte pas plus de 100.00 familles, dont 10.000 fort à l'aise. »

La mauvaise qualité des grains utilisés entraîna des troubles intestinaux dont des habitants se plainquirent jusqu'en 1710.

La mortalité augmenta considérablement, frappant riches aussi bien que pauvres.

A Paris, l'Hôtel-Dieu était surchargé ; il mourait 30 à 40 malades par jour, d'autant que la plupart était atteints de scorbut.

Madame prétend qu'il mourut 24.000 personnes à Paris du 5 janvier au 2 février. Mais cela paraît très exagéré.

L'intendant d'Amiens annonce qu'il a perdu plus d'un tiers de ses administrés.

En Périgord, les famines de 1693 et 1709 firent périr le quart des habitants.

Une famine causée par la panique (Guyenne 1747-1748)

(GUYENNE 1747-1748)

Nous avons là un exemple de ce que pouvait être

la peur du peuple, la crainte du manque de pain, véritable panique dont les résultats allaient être aggravés par la spéculation.

Dans le Midi de la France, la culture du blé n'était pas très répandue ; on préférait la vigne, d'un rapport plus avantageux et d'un commerce plus facile.

La récolte de 1747 fut mauvaise : la grêle avait dévasté les blés dans le Périgord et l'Entre-Deux-Mers, elle était compromise aussi dans le haut pays. Le résultat fut les deux-cinquièmes d'une année commune.

L'état de guerre rendait les arrivages incertains, et il ne fallait pas songer à faire venir du blé d'autres provinces : il était réservé aux armées d'Italie et des Pays-Bas.

D'ailleurs, dès l'annonce d'une mauvaise récolte, en Guyenne, le prix du blé avait augmenté dans toutes les provinces limitrophes.

Le gouverneur, affolé, envoie note sur note à Paris, arrête de force des bateaux chargés de grains destinés à d'autres contrées.

Des pourparlers avec le Portugal et l'Angleterre échouent, les routes maritimes étant menacées par les flottes ennemies.

L'intendant général, de Tourny, écrit, le 20 avril, que 10.000 personnes se nourrissant seulement de son et d'herbes, ont moins l'air de vivants que de squellettes ambulants.

On réussit enfin à faire venir des blés de Bretagne. Non sans difficultés, car les habitants, ne voulant pas laisser sortir le blé de leur province, créèrent des

émeutes. Par ailleurs, plusieurs négociants bordelais qui croyaient y trouver une source de bénéfice, avaient retardé l'accord avec les concessionnaires.

Comme ce grain commençait à débarquer à Bordeaux, vint l'annonce du traité d'Aix-la-Chapelle.

Aussitôt le débit des boulangeries devint presque nul, des quantités de grains se mirent à circuler sur les marchés, provenant des greniers du pays, et l'on apprit ainsi que beaucoup de gens avaient 15 à 20 gros pains de 16 livres en réserve.

Il fallut annuler les marchés conclus à grand'peine avec la Bretagne ; on renvoya même les grains déjà arrivés, car les négociants craignaient que cet afflux sur le marché ne leur causât de grosses pertes.

C'est là un exemple des graves conséquences possibles de la panique. La province possédait certainement assez de grains pour subsister assez longtemps, mais la peur de ceux qui avaient suffisamment leur fit acheter des provisions superflues alors que d'autre, plus pauvres ou moins prévoyants, ne trouvaient plus à se nourrir.

C'est aussi un exemple de la faveur dont jouissaient les spéculateurs.

Alors que le pain manquait, ils entassaient le blé dans les greniers. Ils peuvent retarder des pourparlers d'achat dans leur crainte de manquer un bénéfice.

Enfin, lorsque la panique est passée, ils réussirent à faire évacuer les grains étrangers et profitent en paix du bénéfice de leurs manœuvres frauduleuses.

Les conséquences des famines aux XVII^e et XVIII^e siècles

Les deux principales furent les épidémies et les séditions.

LES EPIDEMIES

Elles furent sévères.

En temps ordinaires, les mesures prophylactiques que l'on prenait à l'époque suffisaient à empêcher une vaste diffusion.

Mais on ne pouvait, lorsque les hommes libres eux-mêmes ne trouvaient pas à se nourrir, isoler les malades dans une hutte au milieu des champs, comme cela se pratiquait alors à la campagne ;

Empêcher des citadins de sortir de chez eux parce que suspects ;

Incendier les maisons infectées qui contenaient peut-être quelques provisions, alors que les villageois étaient réduits à se nourrir de charognes ou de racines.

D'ailleurs cet isolement, seule mesure efficace à l'époque, ne pouvait être utilisée avec rigueur contre les troupes, et ce sont elles surtout qui propagent les épidémies.

Le docteur Deligny, dans son ouvrage sur les épidémies en Lorraine au xvii^e siècle, cite comme première cause favorisant la disette, et montre que le virus fut le plus souvent disséminé par des troupes en campagne.

C'est surtout la peste bubonique qui fit des ravages à l'époque.

Elle se manifesta à la suite de plusieurs famines :

Dans le Sud-Ouest de la France : Languedoc. Guyenne, Gascogne en 1629-1631.

En Lorraine, de nombreuses épidémies : peste, dysenterie, typhus exanthématique, apparaissent à plusieurs reprises au cours du xvii^e siècle.

Un auteur lorrain inconnu raconte au sujet d'une région rurale des environs de Nancy :

« La peste commença à Pâques en 1630 et ne cessa qu'en 1637, en même temps que la guerre et la famine désolaient le pays.

« Ces fléaux furent tels qu'il restait à peine la centième partie des habitants ; ils recherchaient avec avidité les charognes et les animaux morts. »

A Compiègne, la peste se manifesta à deux reprises à la suite de la disette : en 1632 et 1636-37.

Après la famine de 1709, beaucoup d'habitants souffrirent de dysenterie dans la région parisienne (en dehors des troubles gastro-intestinaux dus à la mauvaise nourriture).

Toutes ces épidémies, frappant des populations affaiblies par la disette, entraînèrent une mortalité terrible durant ces deux siècles.

LES SEDITIONS

Elles étaient inévitables et se produisirent nombreuses, tant à Paris qu'en province.

Les paysans surtout, las de leur misère, se révoltent.

Jusqu'en 1709, les attaques ne visent que les gouverneurs ou les fonctionnaires, la fidélité au roi reste intacte, mais leurs souffrances pendant le grand hiver les amenèrent à douter de la justice royale, et ils s'en prendront au souverain lui-même.

Des troubles se manifestèrent dans tous les coins de France pendant les périodes de disette.

Déjà, de 1630 à 1636, des révoltes avaient soulevé les campagnes par suite de privations (Dijon, Lyon, Bordeaux).

En 1636, sept à huit mille hommes se sont soulevés dans le Limousin, le Poitou, l'Angoumois et la Gascogne.

En 1654-56 : révolte dans le Berry sous l'impulsion d'un couvreur nommé Crochet.

1658 : en Sologne, un des pays les plus pauvres de France, les paysans affamés pillent les provinces limitrophes jusqu'à trois lieues de Chartres.

1655 : le Roi interdit les réunions d'ouvriers, car il craint un soulèvement.

En 1662 et 1663, ce sont des révoltes à Laval. à Vitry-le-Croisé, dans la paroisse de Clermont, dans le Boulonnais.

1670 : Important soulèvement dans le Vivarais ; troubles en Guyenne et en Basse-Bretagne.

En 1692 : Il y eut de nombreuses révoltes dans tous les coins de France.

Pendant la famine de 1709 les troubles furent plus graves et presque généralisés.

A Paris, dès novembre 1708, des femmes veulent remettre un placet au Dauphin, mais il fut jugé séditieux et interdit. Le Secrétaire d'Etat, Pontchartrain, le remit au Roi lui-même, au grand mécontentement du Marquis d'Argenson.

Début 1709 : Des placards insolents sont collés sur les murs de Paris, accusant le Roi lui-même, certains allant jusqu'à faire l'éloge de Brutus et de Ravaillac.

Des désordres se produisirent autour des marchés, mais d'Argenson avait obtenu, fait sans précédent, que, malgré la guerre, on immobilisât à Paris jusqu'à douze compagnies de Gardes françaises et un bataillon de Gardes suisses, afin de parer à une émeute toujours possible.

Le 6 avril, cent dames des Halles mirent à mort un commissaire et voulurent faire le même parti au lieutenant de police.

Le 4 mai, une centaine de bateliers, armés de sabres et de haches, tentèrent de prendre un convoi de grains. Il y eut combat avec la troupe, qui laissa de nombreux blessés.

En province règne le même état d'esprit.

Dès mars des pauvres parcourent les campagnes par troupes de quatre ou cinq cents et, sous prétexte de mendier, obligent les conducteurs des convois à leur donner quelques sacs de blé.

Partout ce ne sont que mouvements séditieux, insurrections et pillages.

Chaque province, chaque canton prétend s'isoler

et séquestrer toutes ses ressources, sans souci de l'autorité royale ni de la misère de leurs compatriotes.

Il fallut faire appel à la force armée pour pouvoir transporter le grain.

A Saint-Flour les habitants combattent la troupe pour s'opposer au départ de grains réquisitionnés.

A Montauban mille hommes assiègent le château de Briac afin d'y trouver des vivres.

En Touraine le Receveur général n'ose plus faire recouvrer les grains destinés à l'armée, dans la crainte d'émeutes.

Ces désordres se prolongent jusqu'en 1710 ; malgré une récolte assez bonne cette année-là, ils gênèrent le Gouvernement en l'obligeant à laisser des troupes dans les provinces.

Souvent ,résultat des disettes, leur premier effet sera de les aggraver.

Lutte contre la famine

De nombreuses mesures furent prises contre ce fléau, mais les résultats ne furent pas satisfaisants, car les vraies causes du mal, les guerres, resteront fréquentes.

On lutta contre la misère, contre le manque de grain, contre la mauvaise organisation de la culture.

A la suite de la famine de 1709, pour combattre la misère et diminuer la mendicité, Louis XIV ordonna la création d'ateliers nationaux : embauche des chômeurs, qui devaient être utilisés à des travaux de terrassements.

Mal organisés, les emplois étant insuffisants pour le nombre des malheureux, ils ne furent qu'une nouvelle source d'émeutes et durent être rapidement supprimés.

On favorisa l'importation de grains étrangers, les villes furent autorisées à faire des emprunts pour amener du blé de Gênes, de Dalmatie et surtout du **Levant**.

Mais le peuple mit quelque temps à s'habituer à ce nouveau pain.

Le riz avait déjà beaucoup de faveur. Il était apparu dans l'Orléanais pendant la disette de 1692 et on en fit grand usage dans tout le Midi de la France au **xviii^e** siècle.

Tout à la fin du siècle (1788), Parmentier voulut développer la culture de la pomme de terre, déjà utilisée depuis plus d'un siècle en Allemagne et dans l'Est de la France, mais les résultats de cette culture ne deviendront suffisants que pendant le deuxième tiers du **xix^e** siècle.

En prévision des disettes on envisagea la création de magasins d'abondance, vastes greniers qui contenaient suffisamment de grain pour parer aux premiers effets d'une mauvaise récolte.

Il en exista à Lyon vers 1643, mais ils avaient été supprimés avant 1709.

Colbert s'opposa à leur création et refusa son autorisation à la ville de Marseille qui voulait en construire.

Après sa mort on tenta de les rétablir. Mais la con-

servation du blé dans ces magasins était très difficile et tous les achats faits pour le compte du Roi excitaient la fureur populaire, qui n'y voyait qu'une source de hausse des prix et supposait, parfois avec raison, qu'il n'y avait là que trafic de spéculateurs.

La tentative de 1753, à Paris, fut un échec ; le peuple, se croyant brimé, donna au contrat le nom de pacte de famine.

Le Contrôleur général Laverdy voulut le renouveler en 1765, mais ça ne paraît être là qu'une tentative de spéculation.

Enfin l'on tenta de favoriser l'agriculture ; ce furent les seules mesures qui parurent donner un résultat efficace :

On fit promesse de ne pas surimposer, en 1710, les propriétaires ayant semé du blé ou du menu grain.

On défendit de chasser à pied ou à cheval sur les terres ensemencées.

On punit de peine de mort les voleurs de grains ou de fruits.

Et surtout : on interdit toute saisie de grain, même pour la taille et autres deniers royaux.

On réglementa la culture ; il fut interdit de planter à sa guise, car alors on évitait le blé qui était, certes, le produit dont le rapport était le moins avantageux et le commerce le plus difficile.

On fit donc cultiver le blé de force, on fit arracher des vignes.

A Luxac, dans la province de Narbonne, trente-

deux habitants furent condamnés à 3.000 livres d'amende pour avoir planté des vignes sans autorisation.

Le beau temps aidant, ces mesures furent récompensées, en 1710, par une récolte assez bonne.

Mais les guerres continuèrent, les abus et les impôts reprirent, et si nous n'avons plus eu de famine aussi terrible que celle de 1709, les petites disettes localisées continuèrent leurs ravages par toute la France jusqu'à la chute de la royauté.

LES DISETTES SOUS LE REGNE DE LOUIS XVI

Elles ne furent pas très sévères, mais leurs conséquences furent terribles pour la royauté : elles entraîneront la chute des Bourbons, qui était peut-être inévitable, mais il ne fait aucun doute que la disette de 1789 a précipité les événements en irritant le peuple par la faim et en lui faisant voir, pour la première fois, qu'il pouvait imposer sa volonté.

Depuis l'avènement de Louis XVI les esprits étaient dans une fermentation universelle, il s'était formé des clubs à l'image de l'Angleterre, qui discutaient sur l'état politique et économique, intolérables à cause des privilèges qui contribuaient à entraver le commerce et l'industrie. Ces clubs entretenaient l'agitation au milieu des masses populaires.

En 1775 il y eut quelques désordres connus sous le nom de guerre des farines.

Des bandes de vagabonds sillonnaient la campagne dans les environs de Paris, détruisant récoltes et moulins, entravant le commerce de la capitale. Ils allèrent jusqu'à Versailles pour demander au Roi que le prix du pain fut taxé, ce qui fut accordé.

Il n'y eut pas de disette, mais la population parisienne avait pris peur.

Ces vagabonds paraissent avoir été soudoyés pour

manifester contre les décrets de Turgot, qui voulait laisser le commerce des grains libre à travers la France, mais interdisait l'exportation.

Mais le peuple vit alors, pour la première fois, qu'il pouvait imposer sa volonté au Roi ; il s'en souviendra pendant la disette de 1789.

La récolte de 1788 fut déficitaire par suite de la grêle du 13 juillet, qui ravagea les cultures dans la moitié nord de la France.

Toute l'activité du commerce suffisait à peine pour amener au jour le jour la subsistance nécessaire à Paris. Dès que les agitations politiques eurent ébranlé la confiance et entravé le commerce la disette commença à se manifester.

D'autant que de tous les coins de la France étaient accourus des quantités de vagabonds sans profession et sans ressources, qui étalaient leur misère de Versailles à Paris. Au moindre bruit on les voyait paraître avec empressement pour profiter des chances toujours favorables à ceux qui ont tout à espérer jusqu'au pain du jour.

Il fit froid : ce fut l'hiver le plus rigoureux depuis 1709.

Il y eut à Paris des scènes déchirantes. Un ouvrier et sa femme, qui ne pouvaient subvenir à leurs besoins, se jetèrent dans la Seine avec leurs deux enfants. Les témoins de leur geste étaient nombreux, mais ne purent les secourir. Habilement exploité cet événement terrifia grand nombre d'habitants et augmenta l'animosité contre le Gouvernement.

Aussi, en octobre 1789, lorsque les Parisiens surent qu'à Versailles les fêtes se succédaient, alors que la capitale manquait de pain, ils s'irritèrent, jusqu'à aller chercher le Roi, et, le 6 octobre, le ramener de force aux Tuileries.

Le peuple avait imposé sa volonté au Souverain et le tenait maintenant prisonnier. C'était la fin de la puissance royale.

La disette fut certes exagérée, mais elle est la cause réelle des agitations qui, se répétant, allaient amener la grande révolution.

LES DISETTES SOUS LA REVOLUTION ET L'EMPIRE

LES DISETTES SOUS LA REVOLUTION.

Sous la Révolution les disettes furent fréquentes, mais généralement peu sévères ; elles étaient la conséquence des troubles qui faisaient que chacun, craignant de manquer de vivres, accumulait les provisions à la moindre menace.

En 1793 la Convention décrète la loi du maximum, fixant le prix des denrées, et elle oblige les négociants à faire circuler les marchandises, en même temps qu'elle édicte des peines sévères contre les spéculateurs et les agioteurs.

Les disettes servirent de prétexte à de fréquentes émeutes, ce sont surtout les femmes qui manifestaient, car elles en étaient les premières victimes.

En effet, après l'hiver rigoureux de 1795 où le manque de denrées se fit sévèrement sentir à Paris, on inaugura, sur la proposition de Boissy d'Anglas, le système de la carte de vivres. Chaque adulte avait droit à une livre de pain, les ouvriers à une livre et demie ; puis on étendit cette mesure au charbon et au bois. Ainsi, les femmes devaient faire de longues stations, exposées au froid, pour obtenir le nécessaire d'une seule journée.

La plus violente manifestation eut lieu le 29 mai 1795 : la salle des séances de la Convention fut occupée de 10 heures du matin à minuit par la foule, qui réclamait du pain à grands cris.

Les disettes répétées et les émeutes qu'elles entraînaient, troublant l'ordre public, nuisirent certainement au prestige de cette Assemblée et, avec d'autres causes, sans doute plus importantes, entraînèrent la défaveur du peuple à son égard en octobre 1795.

LES DISETTES SOUS L'EMPIRE.

Sous l'Empire, les disettes furent rares, car, comme sous la Révolution, les guerres se firent chez l'ennemi, et surtout on ne donna aucune publicité à ces disettes afin de ne pas troubler l'ordre public ; aussi nous en resta-t-il peu d'échos.

Pourtant l'on sait qu'en 1812 la faim fit sévèrement souffrir plusieurs coins de France, la Bretagne en particulier.

Le prix du blé monta à 70 francs le quintal, alors que le prix moyen au xix^e siècle est 20 francs.

Le 4 mars 1812 un décret ordonne des distributions gratuites de soupe.

Les 4 et 8 mai, nouveaux édits pour la réglementation des vivres.

Il y eut aussi des émeutes, sans doute assez sérieuses puisqu'un décret du 10 avril institue une Cour spéciale pour juger les coupables de pillages et de

scènes de violences qui s'étaient produits à la suite des disettes.

C'est la défaite de l'armée napoléonienne qui sera la source d'une disette sévère en laissant pénétrer les armées ennemies sur notre territoire.

LA DISETTE DE 1817

Elle fit souffrir une grande partie de notre population et entraîna des révoltes d'autant plus sévèrement réprimées que les Bourbons craignaient encore pour leur trône.

Les défaites de Napoléon avaient amené l'invasion de notre territoire par 1.200.000 ennemis ; 150.000 devaient rester trois ans sur notre territoire.

Une grande partie du pays souffrit de leur présence ; ils se conduisirent, dans les campagnes et même dans les villes, comme il est d'usage dans un tel cas : pillant, rançonnant, incendiant maisons et récoltes.

Les réquisitions furent lourdes et devaient être exécutées avec ponctualité sous peine de sévères représailles.

Pour les satisfaire on fourragea des moissons en vert, on prit au hasard chez l'habitant ; souvent de petits fermiers restèrent sans ressources.

Le surcroît de bouches à nourrir, le pillage, les réquisitions, en vidant les greniers de leurs grains et fourrages, avaient ruiné les campagnes et considérablement diminué les ensemencements, d'autant plus que de nombreux paysans, craignant de voir leur peine perdue, n'avaient pas travaillé.

Les conditions atmosphériques furent défavorables,

des pluies continuelles, en janvier 1816, ravinèrent les terres, entraînant les semences.

Elles recommencèrent en juin ; les blés, couchés sur le sol, ne purent mûrir ou germèrent sur pied.

Ce fut un désastre, encore aggravé par la pénurie des transports, car les voituriers, dans la crainte de se voir enlever de vive force chevaux et voitures, ne venaient presque plus à la ville.

La culture de la pomme de terre n'avait pas encore pris une grande importance, le pain restait le fonds de la nourriture du peuple, surtout le pain bis, fait de méteil (mélange de blé et d'orge).

Le marché était bien réglementé, mais, à partir de février, le prix du grain se mit à monter progressivement pour atteindre jusqu'à 60 ou 65 francs le quintal.

A ce moment un ouvrier gagnait 75 centimes par jour, un enfant de 12 ans, 30 à 40. Ces prix ne varièrent pas pendant toute la disette.

A Sens, par exemple, le prix du pain bis était, pendant le premier trimestre de 1815, de 2 sous la livre.

Le 1^{er} avril 1816 : 3 sous 3 deniers.

Le peuple recommença à gronder, accusant Louis XVIII de favoriser les spéculateurs ; les murs se couvrirent de graffiti à la gloire de Napoléon.

En octobre, le pain bis est à 4 sous 6 deniers ; en février 1817 : 5 sous.

Des vagabonds parcourent en troupes la campagne, la faim les oblige à voler pain et légumes ; ils en arrivent souvent à menacer de piller les fermes si on ne leur accorde pas ce qu'ils réclament.

Le 30 mai, alors que le peuple espère une baisse du prix, le pain bis monte à 6 sous 3 deniers.

D'un bout à l'autre de la France les marchés durent être tenus en présence de la force armée, et la gendarmerie dut souvent faire usage de ses armes.

A Sens la foule se précipite sur les marchands de grains, les chasse à coups de bâton, allant jusqu'à frapper le préfet qui se trouvait là ; ensuite elle se dirige chez les négociants, qu'elle considère comme des spéculateurs et pille les greniers.

Dans la campagne les vagabonds se laissent aller aux mêmes excès ; de nombreuses fermes et des moulins furent pillés.

La répression fut sévère, sous prétexte que des cris séditieux avaient été lancés on fit juger les émeutiers par la Cour prévôtale.

De nombreuses condamnations à mort ou aux travaux forcés furent prononcées.

On a souvent fait grief au Gouvernement de Louis XVIII de sa sévérité pour des malheureux qui ne cherchaient qu'à se nourrir ; en effet, dès que la disette diminua, les émeutes cessèrent.

Mais le Gouvernement se préoccupa aussi de réorganiser le marché. On fit venir des grains des Etats-Unis ou du Levant, qui firent leur apparition sur les marchés dans le courant de juin.

Le 1^{er} janvier 1818 le prix du pain bis était revenu à 3 sous la livre. En même temps on prit de nouvelles mesures contre les spéculateurs et on obligea les boulangers à toujours posséder une réserve suffisante de

farine pour que le prix du pain ne puisse varier à chaque fluctuation du marché du grain.

Ce fut la dernière grande disette dont la France ait souffert : en 1847 et 1853 il y eut encore une forte hausse sur le blé ; des malheureux eurent des difficultés à se nourrir, mais la charité privée put parer aux premières alarmes, puis quelques mesures gouvernementales redressèrent le marché et permirent l'apport de grain dans toutes les régions menacées.

LA DISETTE PENDANT LE SIEGE DE PARIS 1870-1871

Pendant ce siège ce ne fut pas tant le manque de denrées dans la ville que la hausse exagérée des prix et la mauvaise organisation des distributions qui fit souffrir la plus grande partie de la population.

L'approvisionnement était abondant. Le Gouvernement annonça officiellement 220.000 moutons, 40.000 bœufs, 12.000 porcs vivants, parqués au Bois de Boulogne ; de plus 3.000 à 4.000 tonnes de viande, 30.000 tonnes de farine, 10.000 tonnes de riz.

A ceci il faut joindre les provisions qui restaient chez les commerçants et des trains entiers de vivres qu'on avait fait entrer au dernier moment.

Mais dès l'annonce des réquisitions une hausse très forte se produit, tandis que les particuliers se précipitent chez les commerçants pour y faire provision de jambons et de boîtes de conserves.

Devant la menace il fallut rationner la population en instituant des cartes de viande.

On eut d'abord droit à 100 grammes par adulte, puis le bœuf fut remplacé par le cheval, et la ration tomba à 30 grammes. A ce taux on consommait encore 650 chevaux par jour. 77.000 furent mangés

pendant le siège, alors qu'au début même les pauvres en avaient fait fi.

On dut bientôt rationner aussi le pain, à partir du 20 décembre il ne fut plus distribué que du pain bis, au 15 janvier du pain noir ; la ration était limitée à 300 grammes pour un adulte. La farine était composée d'un mélange de blé, de riz, de seigle et d'avoine.

Cependant, un marché libre existait ; on y trouvait des vivres assez variés, mais très chers.

Notons les variations de quelques prix du 15 novembre (la hausse était déjà sensible) au 20 janvier :

Le cheval, de 2 frs 50 à 8 frs le kilog ;

Une oie, de 25 à 125 frs ;

Un œuf, de 0 frs 50 à 3 frs ;

Le beurre, de 30 à 80 frs le kilog ;

Les pommes de terre, de 12 à 30 frs le kilog.

Au 20 janvier des habitants mangeaient du chien (8 frs le kilog) et du rat (3 frs).

On mangea même les animaux du Jardin d'Acclimatation, dont la viande se vendit très cher.

Mais un officier de marine, qui fut témoin du siège, assure que ce sont là actes de fantaisies, car si les denrées furent chères, les riches purent toujours se nourrir suffisamment avec des mets courants.

Dès octobre nous avons un exemple du désordre : le Gouvernement, voulant rationner la population, décide que 23 têtes de bétail seront affectées par jour à chaque arrondissement. On ne tint pas compte que certains avaient 50.000 habitants, d'autres 150.000.

Les boucheries officielles continuèrent pendant tout le siège à débiter le cheval à 2 frs 50 le kilogramme, mais elles étaient rares, l'approvisionnement souvent insuffisant ; aussi chacun voulait arriver le premier ; dans certains arrondissements on faisait queue dès 3 heures du matin, sous un froid terrible.

Les Parisiens ne dormaient pas, au moindre bruit suspect ils se précipitaient à la porte des boucheries ; il eût suffi, dit-on, d'une personne décidée à attendre dès le soir pour que toute la troupe des consommateurs l'imitât !

Le froid fit aussi souffrir les Parisiens à qui le bois n'était distribué que parcimonieusement ; dans de nombreux ménages on dut sacrifier des meubles relativement précieux pour se chauffer.

Ces misères favorisèrent l'apparition d'une épidémie de variole qui décima la population, les décès triplèrent par rapport aux années précédentes.

Du 18 septembre au 24 janvier 1869-70 : 22.000 décès ; même période 1870-71 : 64.200.

Dans l'avant-dernière semaine qui précéda l'armistice, il y eut 5.500 décès, dont 900 au-dessous de 1 an, 1.500 de 1 à 15 ans.

Les malheurs du peuple, tandis que certains membres du Gouvernement faisaient publiquement d'excellents repas (une Médaille d'Or récompensa leur restaurateur, d'après Bertezène), favorisèrent l'éclosion des émeutes, qui aboutirent à la Commune.

CONCLUSIONS

Nous avons vu que la France, pendant presque quinze siècles de son histoire, a souffert de disettes qui, souvent, entraînèrent une mortalité très importante due tant aux privations qu'aux épidémies qu'elles occasionnaient.

Deux fois seulement, en 541 et en 1709, nous voyons les récoltes ravagées par les intempéries, en même temps, sur la presque totalité de notre territoire.

Donc, pratiquement, les seules causes de la fréquence des famines furent les difficultés du commerce, l'impossibilité du transport en temps utile à travers notre pays des denrées nécessaires à la subsistance des populations affamées.

Il est bien évident que de nos jours la science économique est trop avancée, les relations commerciales trop actives pour qu'il puisse se produire des famines.

Même le manque relatif de nourriture ne peut, dans notre pays, frapper qu'une très faible partie de la population, puisque la majorité des miséreux est normalement secourue par la communauté en cas de crise économique.

Mais il reste un facteur important qui n'a pu varier avec le temps : c'est la panique qui s'empare de la

population dès la crainte de disette, ce qui s'est toujours produit et faillit se renouveler très récemment.

Des acheteurs se précipitent, entraînant des hausses rapides ; le public prend peur, multiplie les achats, qui dépassent alors de beaucoup les besoins normaux. Ce mouvement ne peut être arrêté que par la surabondance des denrées sur le marché ; devant la preuve évidente de son ineptie la panique s'arrête d'elle-même.

Mais si des troubles ralentissaient l'arrivée des denrées, il est évident que le mouvement s'accéléierait. risquerait alors d'entraîner des émeutes qui pourraient arrêter tout commerce. On ne peut à ce moment que recourir aux mesures de rationnement avec cartes d'alimentation, c'est la seule méthode pour arrêter l'accumulation de provisions.

Cette panique est la seule cause de disette que nous puissions envisager aujourd'hui.

En effet, en cas de mauvaise récolte généralisée dans toute la France, la hausse des prix amènerait rapidement chez nous l'excédent des marchés étrangers.

Les exactions des troupes en campagne, cause de tous les malheurs du xvii^e siècle, ne pourraient se reproduire aujourd'hui, en cas de guerre étrangère du moins, car la rapidité des moyens d'évacuation et la perfection des armes modernes font que les troupes n'avancent plus aujourd'hui que sur des territoires débarrassés de toute la population civile. La guerre étrangère ne pourrait plus nous amener de disette

que par blocus, ce qui semble sinon impossible, du moins difficilement réalisable.

Et surtout les conséquences de ces disettes ne pourraient être aussi terribles qu'autrefois. Nous avons vu, en effet, que la mortalité n'était pas due tant aux privations qu'aux épidémies qui y succédaient.

Deux maladies surtout entraînaient de nombreux décès : la peste et la variole. Contre cette dernière nous sommes en grande partie déjà prémunis ; il faut espérer qu'en cas de menace la vaccination antipesteuse pourrait-elle aussi être rapidement pratiquée, nous évitant ainsi les plus graves conséquences du fléau.

Vu :

LE DOYEN,
ROUSSY.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE
TANON.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- BASIN (Thomas). — Histoire des règnes de Charles VII et de Louis XI. (*Société de l'Histoire de France.*)
- BERTEZÈNE (Alfred). — Histoire de Cent Ans (1792-1892).
- BOISLISLE (A. de). — Le grand hiver et la disette de 1709.
- BOISSONNET (C.). — Approvisionnements de siège de Paris.
- BON (D^r Henri). — Essai historique sur les épidémies en Bourgogne.
- BOREL D'HAUTERIVE. — Les sièges de Paris.
- BOURGEAT (Abbé Charles). — Famine et peste dans un coin du Lectourois au xvii^e siècle.
- BOUTARIC (Edgard). — La France sous Philippe le Bel.
- BRAMARD (Auguste). — La dernière famine.
- BEAUCOURT (DE FRESNES DE). — Histoire de Charles VII.
- CHANEL (Emile). — Une année de famine et de peste à Bourg (1572-1573).
- CHERUEL. — Histoire de la France sous le Ministère de Mazarin.
- CLÉMENT (Pierre). — Histoire de Colbert.
- COULON (D^r H.). — Énumération des épidémies survenues à Cambrai du xi^e au xvii^e siècle.
- DELIGNY (D^r). — Des épidémies et en particuliers de la grande peste du xvii^e siècle en Lorraine.
- DESPLANTES (Fr.). — Le siège de Paris.
- DUBOIS (Georges). — Les famines dans la Haute Normandie à la fin du xvii^e siècle.
- DULAURÉ (S.-A.). — Histoire physique, civile et morale de Paris.
- FEILLET. — La misère au temps de la Fronde.
- FRANKLIN. — La vie privée d'autrefois. L'hygiène *Librairie Plon.*

- FROISSART J(ean). — Chroniques.
- GENOUILLAC (de). — Histoire de Paris.
- GUIMARD (V.). — La grande disette de 1817 à Sens.
- HERLAUT (C^t). — La disette de pain à Paris en 1709.
- JARNAC DE GARDÉPÉE. — La disette de 1789 à Cognac.
- LANGLOIS (Ch.-V.). — La société française au xiii^e siècle.
- Le règne de Philippe III le Hardi.
- LAVISSE. — Histoire de France.
- LOT (Ferdinand). — Les derniers Carolingiens.
- Etudes sur le règne de Hugues Capet.
- LUCE. — La France pendant la guerre de Cent Ans.
- LUCHAIRE (Achille). — Louis VI le Gros. Annales de sa vie et de son règne.
- La société française au temps de Philippe Auguste.
- MARSY (Comte de). — La peste à Compiègne.
- MARION. — Une famine en Guyenne (1747-1748).
- MARTIN (Germain). — Famine de 1693 et 1787 et spéculation sur les blés.
- MISSOL (D^r Léon). — La famine et l'épidémie de 1709 dans le Beaujolais.
- PETIT-DUVAILLIS. — Etude sur la vie et le règne de Louis VIII.
- REBOUS (Emile). — Etude historique et critique sur la peste.
- SAGNAC. — La question du pain à Paris à la fin du xiii^e siècle.
- SAINT-SIMON (Duc de). — Mémoires.
- TANON. — Leçon inaugurale à la Faculté, 1928.
- THIERS (A.). — Histoire de la Révolution Française.
- Histoire du Consulat et de l'Empire.
- TISSIER (S.). — L'hiver de 1709 dans le diocèse de Narbonne.
- VALET DE VIRIVILLE. — Histoire de Charles VII et de son époque.
- WALLON. — Saint Louis et son temps.
- WITTT (Mme de, née Guizot). — Les chroniqueurs de l'Histoire de France.
- X... — Histoire critique du siège de Paris, par un officier y ayant pris part.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
La disette sous les règnes des Carolingiens et des premiers Capétiens	11
Les famines pendant la guerre de Cent ans	23
La famine sous les guerres de religion	31
Les famines des xvii ^e et xviii ^e siècles	37
Les disettes sous le règne de Louis XVI	65
Les disettes sous la Révolution et l'Empire	69
La disette de 1817	73
La disette pendant le siège de Paris 1870-1871	77
CONCLUSIONS	87
BIBLIOGRAPHIE	85



IMPRIMERIE SPÉCIALE
DE
MM. VIGOT Frères



